

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur le développement économique de la Corse, à Bastia le 4 octobre 2013.

Monsieur le maire, cher Emile ZUCCARELLI,

Mesdames et messieurs,

Nous prolongeons encore, pour le plaisir la cérémonie. Nous sommes montés même de quelques étages pour prendre encore davantage possession de la place, place illustre, place sur laquelle le général de GAULLE est venu prononcer le discours de la Libération de la Corse, place glorieuse, là où François Mitterrand, il y a vingt ans, lui aussi demandait à la Corse d'être elle-même, ce quelle n'a pas manqué de respecter depuis cette date-là.

Je viens pour des cérémonies qui sont les premières, celle de la libération de la France, et pour un moment historique qui est mal connu de nos compatriotes. Peu savent que la Corse, ce morceau de France, comme disait le général de GAULLE, s'est libérée en cet automne 1943, premier département métropolitain à accéder à sa liberté. Peu savent aussi ce qui s'est vraiment déroulé pendant ces semaines-là, cette insurrection avec une résistance qui s'était rassemblée, contre un occupant qui était à la fois fasciste et nazi, et avec le concours des forces françaises libres et je l'ai rappelé, des Marocains et des Italiens, et sans le concours des alliés, ce qui fait que vous êtes peut-être le seul département dans ce cas. Vous étiez puisque maintenant, vous avez deux départements et que vous avez même entendu les garder ces deux départements.

Je salue d'ailleurs tous les élus qui m'accompagnent depuis ce matin et avec lesquels nous avons eu un très bon dialogue, fait de franchise et en même temps de volonté commune de trouver les voies et moyens de donner à l'île sa spécificité dans le cadre de la République.

Nous avons ensemble évoqué les grands sujets, le plan de développement économique, parce que c'est l'essentiel, parce qu'il n'y a pas d'avenir sans infrastructures, des entreprises pour investir et de l'innovation pour que l'on vive à la fois mieux et différemment.

C'est ici, en Corse, que l'on trouve la transition énergétique avant même quelle n'ait été énoncée comme priorité nationale. C'est là aussi que l'on a cette volonté qui a été rappelée ce matin, de développer la recherche et l'université.

Nous avons aussi parlé -parce qu'on parle de tout-, des arrêtés Miot, avec un débat : cela correspond-il encore à une nécessité ? La réponse a été plutôt que c'était le cas et que nous devons trouver, là-aussi, dans le cadre des lois de la République, c'est-à-dire des principes constitutionnels, la bonne solution. Elle existe, elle n'existe d'ailleurs pas que pour la Corse, elle existe pour l'ensemble du territoire national parce qu'il y a d'autres parties de notre territoire où se pose la question des biens sans titre. Alors, nous aurons à cœur - j'y attacherai du prix et j'en prends ici l'engagement - de trouver là-aussi une réponse à cette question délicate et qui peut parfois, disons, « empoisonner » le débat public, ou en tout cas ralentir un certain nombre de transactions.

Nous avons également parlé de cette proposition de l'assemblée de Corse de vouloir un dialogue avec le gouvernement. J'ai donné bien sûr mon accord : je suis pour le dialogue, je suis pour la concertation, pour que l'on puisse avoir une évaluation de ce qui peut être fait pour le statut de l'île, et ce qui peut même être amélioré, parce que plusieurs fois des demandes de délégations, réglementaires ou législatives, n'ont pas pu être satisfaites.

Nous avons aussi parlé de la langue avec cette question de la charte des langues régionales. Je sais que beaucoup y sont attachés, à sa signature et donc à son entrée en vigueur, et j'ai rappelé

sais que beaucoup y sont attachés, à sa signature et donc à son entrée en vigueur, et j'ai rappelé que là-aussi, il fallait une révision de la Constitution, laquelle dépendra de votre capacité de convaincre. Moi, j'ai pris cet engagement & mais ce n'est pas le Président de la République qui change la Constitution, il n'en a pas le pouvoir. Donc, c'est au Parlement de savoir ce qu'il veut sur cette question-là.

Et puis, nous sommes revenus sur les sujets qui intéressent les Corses comme tous les Français. L'emploi : est-ce que nous allons inverser la courbe du chômage ? Peut-être quelle va s'inverser plus vite ici en Corse qu'ailleurs, parce que c'est déjà largement le cas en termes de créations d'emplois. Donc, nous devrions en trouver la traduction sur la courbe du chômage.

Nous avons parlé de la précarité, parce qu'elle touche notamment les jeunes, et nous sommes en train de réfléchir à cette garantie d'emploi pour les jeunes. Nous pourrions éventuellement, si les élus en étaient d'accord & mettre ceci en application ici en Corse.

Nous avons parlé également des charges qui pèsent sur les collectivités locales & bref, nous avons à la fois dans ce déplacement, combien trop court, une seule journée, évoqué le passé et en même temps parlé du présent et tracé les voies possibles pour l'avenir.

Mais je ne pouvais pas venir ici à Bastia, sans avoir un échange avec le Maire. Je connais ses convictions : « Bastia ville républicaine », avez-vous dit Monsieur le Maire. C'est davantage qu'une formule que vous exprimez-là : c'est un engagement qui vous anime depuis toujours, depuis vos premiers pas en politique. Vous voulez que Bastia soit une cité corse, et en même temps un chef-lieu de la République. Au cours de votre vie - nous nous sommes croisés plusieurs fois dans l'exercice de vos mandats et des miens-, c'est toujours ce que vous avez affirmé et rappelé. Cela a pu dans certaines circonstances vous coûter cher, car il y a toujours un prix pour la vérité, pour la conviction. Parfois, il est commode de se trouver dans je ne sais quelle compromission pour passer l'obstacle, vient un moment où il faut prendre les choses en face et essayer de convaincre. Cela prend du temps quelque fois, mais à un moment l'obstacle est franchi et je pense que cela fait honneur à la politique.

Je sais ce que vous avez fait pour cette ville depuis que vous en êtes le Maire, depuis 1989, et cette ville qui à la fois est restée elle-même avec ses maisons et ces immeubles qui la caractérisent et à la fois qui a considérablement changé.

Il y a cette mairie où vous me dites à chacun de mes passages que la façade va être refaite, rien que pour cela le déplacement avait un sens ! Cette ville, vous en avez rénové un certain nombre d'espaces, dont la place Saint-Nicolas en est une illustration, et en même temps, je veux rappeler qu'ici à Bastia, nous sommes devant le 2^{ème} port de France en termes de transport de passagers. Donc, c'est dire l'activité économique qui se déploie ici. C'est cette image là que je veux que l'on retienne de la Corse, au-delà de ce que la France lui doit pour sa libération et qui était symbolisée par ma présence. Mais la Corse est une terre de développement, c'est une terre d'expansion, c'est une terre où la confiance doit être au rendez-vous, et c'est pourquoi au moment où vous allez bientôt quitter vos responsabilités de Maire, et c'est sûrement une émotion qui vous traverse à cet instant et qui est partagée par beaucoup de vos amis, je voulais vous exprimer la gratitude de la République pour l'ensemble de l'action qui a été la vôtre pour ce que vous avez fait comme parlementaire et ce que vous avez fait comme élu de la Corse.

Au terme de cette journée consacrée à la libération du pays, il va bien falloir que je rentre à Paris. Je voulais vous en faire la confession : tout au long de mon parcours, je remercie tous les Corses qui ont souhaité je ne sois pas dire la Saint François, parce que je ne voudrais pas qu'il y ait de confusion, mais faire la fête des Français.

Merci à vous.